

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 28/12/2017 au 03/01/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Le Président mexicain Enrique Peña Nieto a affirmé devant la chambre des Députés que la renégociation du chapitre « travail » de l'ALENA devrait permettre une amélioration de la qualité de vie des travailleurs mexicains, soulignant que les propositions présentées par les Etats-Unis et le Canada sur ce point portaient avant tout sur des questions de promotion des droits sociaux et salariaux. Les Ministres de l'Economie et du Travail ont ainsi précisé que la détermination du salaire minimal demeurait un thème relevant uniquement de la politique intérieure.

La revue américaine Time considère la renégociation de l'ALENA et les élections mexicaines comme un risque en 2018. Dans une liste des dix principaux risques pour le monde en 2018 selon la revue, le « moment mexicain » apparaît en quatrième position. L'échec de la renégociation de l'ALENA et les incertitudes qu'elle engendre pourraient avoir des conséquences « disproportionnées » sur l'économie mexicaine en raison de sa forte dépendance commerciale aux Etats-Unis. Par ailleurs, le possible succès d'Andrés Manuel Lopez Obrador lors des élections du 1^{er} juillet prochain constituerait selon le magazine une rupture avec des politiques économiques favorables aux investisseurs.

Economie

Les transferts des migrants (*remesas*) reçus par le Mexique ont atteint un niveau record de plus de 26 Mds USD sur les onze premiers mois de l'année soit une croissance de 6,2% (g.a.) selon les données de la Banque centrale. Cela représente un montant de près de 500 Mds de pesos mexicains. Les *remesas* devraient selon les prévisions terminer l'année avec un total de près de 28 Mds USD, ce qui serait un record, malgré une contraction en novembre. Sur le onzième mois de l'année, les transferts reçus se sont en effet élevés à 2,26 Mds USD, une baisse de 4,7% par rapport à novembre 2016. Le dynamisme des transferts de migrants en 2017 (trois mois de baisse contre huit mois de hausse, avec une croissance record de 19% en octobre) peut s'expliquer par l'appréhension des migrants mexicains aux Etats-Unis de possibles expulsions ou restrictions des transferts et par les évolutions en matière commerciale et fiscale aux Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump.

Après 4 années consécutives à la baisse par rapport au dollar américain (dépréciation de 60% sur cette période), le peso mexicain a finalement contre toute attente enregistré un bilan positif en 2017, avec une appréciation de 5,15% face au dollar. Le peso est ainsi parvenu à se hisser à la seconde place parmi les monnaies latino-américaines par rapport au dollar en 2017. L'année 2017 a toutefois été marquée par une forte volatilité pour le peso mexicain, qui a connu l'un de ses meilleurs premiers trimestres avec une appréciation de 9,44%, mais un dernier trimestre très négatif avec une dépréciation de 7,69%. La volatilité du peso a été favorisée par les incertitudes liées à la relation avec les Etats-Unis (renégociation de l'ALENA, réforme fiscale) mais aussi aux incertitudes internes (approche du cycle électoral de 2018).

Le prix du pétrole brut mexicain a enregistré une augmentation de 21% sur l'année 2017, s'élevant fin décembre à 56,19 USD par baril. L'augmentation du prix du pétrole a favorisé une augmentation de 6,9% en moyenne des prix des carburants au niveau national. Les recettes publiques pétrolières ont toutefois enregistré une baisse de 5,7% (g.a.) sur les 11 premiers mois de 2017, étant donné que l'augmentation des prix a été compensée par l'appréciation du peso et la baisse de la production pétrolière de 9,7%.

Le blanchiment d'argent n'est pas assez poursuivi et sanctionné au Mexique selon le GAFI. Lors de la divulgation des résultats de l'évaluation mutuelle du Mexique, le groupe d'action financière internationale a signalé que si le Mexique comptait un cadre légal et institutionnel bien développé pour combattre le blanchiment d'argent, les enquêtes

*Taux de change au 3 janvier 2018 : 1 USD = 19,37 MXN

et poursuites demeuraient largement insuffisantes et n'étaient pas suffisamment proactives et systématiques mais réactives et au cas-par-cas. L'organisme intergouvernemental signale ainsi que le nombre d'actions en justices et de condamnations pour des cas de blanchiment d'argent demeuraient bas. Par ailleurs, le Mexique compte des lacunes en matière de prévention des actes de blanchiment d'argent, et notamment en termes d'identification des bénéficiaires effectifs.

Sur le neuf premiers mois de 2017, la balance touristique du Mexique a atteint un excédent de 8,271 Mds USD, une augmentation de 15,4% (g.a.) selon les données du Ministère du Tourisme. Le Mexique a engrangé 16 Mds USD de devises grâce au tourisme et reçu 28,6 millions de visiteurs étrangers sur la période. En 2016, la balance touristique du Mexique avait atteint 9,347 Mds USD. Le tourisme représente près de 9% du PIB et concernerait environ 10 millions d'emplois directs ou indirects.

Le PIB du secteur du transport aérien a enregistré une croissance de 11,7% sur la période janvier-septembre 2017, soit plus de 5 fois celle du PIB de l'économie mexicaine et la plus importante des dix dernières années. Cela constitue la sixième année consécutive d'expansion que connaît le secteur (et la sixième année de croissance supérieure à 6,2%), qui a crû en moyenne deux fois plus vite que l'économie entière. Sur les neuf premiers mois de l'année, 81,3 millions de personnes ont été transportés par voie aérienne, soit 10,9% de plus que sur la même période de 2016.

Selon le président de la Confédération Patronale de la République Mexicaine (Coparmex), le renforcement de la capacité de consommation des mexicains doit être une priorité du gouvernement afin d'améliorer la croissance. En plus de ses effets sur la croissance, l'augmentation du niveau de consommation du marché intérieur mexicain pourrait en effet à la fois permettre une augmentation du niveau de vie des mexicains et une réduction de la dépendance du Mexique à ses exportations, notamment à destination des Etats-Unis.

Finances publiques

Le gouvernement mexicain a réalisé une opération de financement pour 3,2 Mds USD sur les marchés internationaux. Le gouvernement a procédé à l'émission d'un bon à dix ans pour 2,555 Mds USD, dont 2 Mds USD de nouveaux investisseurs et 555 MUSD grâce à l'échange de titres arrivant à échéance en 2021 et 2026. En outre, la réouverture d'un bon à 30 ans a permis de capter 645 MUSD dont 600 MUSD de financements nouveaux et 45 MUSD provenant de l'échange de bons à échéance en 2022 et 2026. Avec cette transaction, le gouvernement a couvert les remboursements de dette externe pour 2018 et cherche à réduire le poids de la dette consolidée par rapport au PIB. Cette dernière était supérieure à 50% fin 2016, mais devrait atteindre 46,7% en 2017 et 46,1% en 2018 selon les estimations du Ministère des Finances.

Le Mexique enregistre le premier excédent budgétaire en dix ans sur les onze premiers mois de 2017. Cet excédent s'est élevé à 69,7 Mds de pesos (3,6 Mds USD*) grâce à la baisse des dépenses publiques (-6,5% g.a. en termes réels) couplée à l'augmentation des recettes (+1,4% g.a.). En 2016 sur la même période était enregistré un déficit de 278,8 Mds de pesos (14,4 Mds USD*). Sur le plan des recettes, les effets de la réforme fiscale de 2014 s'estompent : les recettes fiscales ont diminué de 0,1% (g.a.) sur les onze premiers mois de l'année (dont une diminution de 8,8% g.a. en novembre) en raison de la contraction de 28,7% (g.a.) des recettes liées à l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) sur l'essence et le diesel. Les recettes fiscales devraient ainsi passer de 13,5% du PIB en 2016 à 12,8% du PIB en 2017. Il s'agit de la première baisse du ratio recettes fiscales/PIB observée depuis 2012, date à laquelle il s'élevait à 8,3% et à partir de laquelle il a augmenté de manière constante chaque année.

L'assiette fiscale de l'Impôt sur le Revenu (ISR) a augmenté de presque 20 millions de contribuables depuis 2014 (+40%). Alors que les autorités fiscales comptaient 44,9 millions de contribuables en 2014, année de la réforme fiscale, ces derniers ont atteint 54,7 millions en 2016 et 63,3 millions au 3^{ème} trimestre 2017. L'augmentation du nombre de mexicains payant l'impôt sur le revenu a permis au gouvernement fédéral de dégager des revenus excédentaires de 37,7 milliards de pesos (1,9 Mds USD*) en 2014, de 382,3 milliards de pesos (19,7 Mds USD*) en 2015 et de 308,3 milliards de pesos (15,9 Mds USD*) en 2016. Sur les 11 premiers mois de 2017, l'impôt sur le revenu a généré 1 400 milliards de pesos (72,3 Mds USD*), 4,9% de plus que sur la même période de 2016.

*Taux de change au 3 janvier 2018 : 1 USD = 19,37 MXN

Plusieurs analystes soulignent l'importance de la transparence des dépenses publiques et du respect des budgets approuvés, au niveau fédéral comme local, en cette année électorale. L'approche des élections (présidentielles, de huit gouverneurs et du chef de gouvernement de la ville de Mexico notamment) est selon l'agence de notation Moody's propice à l'augmentation de la dépense publique, phénomène observé lors des années électorales précédentes. L'agence HR Ratings souligne que la politique de dépense publique est un facteur de risque et d'incertitude supplémentaire, alors que l'administration actuelle s'est engagée depuis 2015 sur la voie de la consolidation fiscale et prévoit d'atteindre un excédent primaire cette année.

Entreprises et grands contrats

Le Ministère des Communications et Transport mexicain a annoncé que la première étape de construction du nouvel aéroport international de la ville de Mexico devrait être finalisée et opérationnelle fin 2020. Le nouvel aéroport devrait permettre de prendre en charge plus de 75 millions de passagers par an, ce qui ferait de Mexico le Hub le plus important d'Amérique Latine. Ce nouvel aéroport est considéré comme le projet d'infrastructure le plus important de l'administration actuelle, et a nécessité un investissement initial de la part du gouvernement de 13 Mds USD.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau au 03/01/2018
Bourse (IPC)	+2,32%	+7,93%	49 782,23
Risque pays (EMBI+Mx)	-3,70%	-22,22%	182
Taux de change USD/Peso	-2,12%	-7,10%	19,37
Taux de change Euro/Peso	-1,10%	+7,38%	23,27
Prix du baril de pétrole (USD)	+3,46%	+24,94%	57,67

AMERIQUE CENTRALE

2016 – PIB : 244,7 Mds USD | Pop : 42 M hbts

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Au troisième trimestre 2017, la croissance économique du Costa Rica a enregistré une augmentation annuelle désaisonnalisée de 2,8%. Cela représente un ralentissement par rapport au premier trimestre de l'année, attribué notamment à une décélération de la consommation des ménages.

De janvier à novembre 2017, les exportations de biens ont augmenté de 8% (g.a.). Surmontant les obstacles climatiques et un environnement international difficile, les exportations costaricaines continuent de croître. De 2015 à 2017, la valeur des exportations du pays a augmenté de 16,8% (2^{ème} en Amérique latine). De plus, en 2017, le Costa Rica est passé de la 5^{ème} à la 3^{ème} place des exportateurs des services modernes (après le Brésil et l'Argentine). Par ailleurs, les autorités du commerce extérieur estiment que le pays devrait atteindre l'objectif de 19,9 Md USD de biens et services exportés pour 2017. En novembre, les exportations de biens atteignaient 9,9 Md USD (90% de la cible) et, à fin juin 2017 les exportations de services étaient de 4,7 Md USD (50% de la cible). Les exportations de services du pays ont augmenté de 76% au cours des cinq dernières années, contre 31% pour les exportations de biens.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

Au Guatemala, les prévisions de croissance pour 2018 tablent entre 3 et 3,8% selon l'Office Monétaire guatémaltèque (Junta Monetaria). Les secteurs les plus porteurs seraient : l'intermédiation financière (5,8%), l'eau et l'électricité (4,7%), le commerce (3,8%), les services privés (3,6%) et l'agriculture/pêche (3,2%).

*Taux de change au 3 janvier 2018 : 1 USD = 19,37 MXN

Les tarifs douaniers pour l'importation de fruits au Guatemala ont été divisés de moitié, passant de 3% à 1,5% au 1^{er} janvier 2018. Le pays à qui cette baisse profiterait le plus serait le Chili, principalement sur ses exportations de prunes, d'oranges et d'abricots vers le Guatemala.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

Les exportations en valeur du Nicaragua en 2017 sont de 2,6 Mds USD contre 2,3 Mds USD en 2016, soit une augmentation de 14,2%. Les Etats-Unis, l'Amérique centrale et la Corée du Sud sont les premiers destinataires. Le café, la viande de bœuf, le sucre, la cacahuète et l'or brut ont été les principaux produits exportés. Selon l'Association de Producteurs et Exportateurs du Nicaragua (APEN), les perspectives 2018 seraient optimistes si le pays opte pour une diversification des exportations.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a vu sa production augmenter de 5% en 2017. L'objectif pour 2018 est de se concentrer sur l'amélioration des procédés afin d'optimiser la productivité. La production de homard et de crevettes, notamment pour exportation vers l'Europe et l'Asie, a particulièrement impulsé le secteur.

D'après la Banque Centrale du Nicaragua, le secteur du tourisme prévoit 811,1 MUSD d'entrée de devises grâce au tourisme en 2018 – soit 8,7% de plus que l'année précédente. Entre 2015 et 2016, le secteur a augmenté de 16,2%. En 2016, 66% des touristes ayant visité le Nicaragua étaient centraméricains, 23% nord-américain et 7% européens.

Panama

2016 – PIB : 55,19 Mds USD | Pop : 4 M hbts

De janvier à octobre 2017, l'indice mensuel d'activité économique a augmenté de 5,42% (g.a.). La croissance est soutenue par les transports, la communication, la construction et les mines.

La loi de financement naval est entrée en vigueur le 29 décembre. Cette loi a pour objectif de créer un environnement attractif pour inciter à l'installation dans le pays des entités financières susceptibles de financer des projets dans le secteur maritime. Avec la loi 50 de 2017, se crée un cadre juridique spécial pour les opérations de financement du secteur maritime local et international, qui octroie des incitations fiscales, migratoires et de travail pour les entreprises réalisant des opérations de financement maritime et des projets maritimes bénéficiant de financements depuis le Panama. Enfin, cette législation cherche également à créer des espaces d'investissement pour la création de chantiers de construction de grands navires dans le pays.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

Iles vierges britanniques

2016 – PIB : 1 Md USD | Pop : 0,3 M hbts

Suite à l'ouragan Irma, le coût de la restauration et du développement des Iles Vierges Britanniques est estimé à 721 MUSD pour les 5 prochaines années, selon le plan de développement du gouvernement. Ce dernier contribuera à hauteur de 58,7 MUSD et empruntera 221,7 MUSD pour soutenir les efforts de reprise. Cette somme sera également financée par une combinaison de subventions (52,7 MUSD, recherchées par le gouvernement), d'assurances (56,7 MUSD), et des partenariats avec le secteur privé et du soutien d'organisations non gouvernementales (331,3 MUSD). Par ailleurs, l'Assemblée a déjà approuvé un prêt de 65 MUSD de la Banque caribéenne de développement, validé par le Conseil d'administration de celle-ci cette semaine.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

*Taux de change au 3 janvier 2018 : 1 USD = 19,37 MXN